

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**ANNEXE 4 : FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI
(PROJET DE BUDGET 2020)**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	4
Annexe 4 : Formation professionnelle, apprentissage et emploi	5

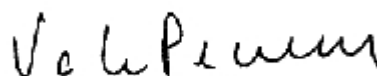
EXPOSÉ DES MOTIFS

Vous trouverez ci-dessous

- l' Annexe 4 : Formation professionnelle, apprentissage et emploi (Projet de budget 2020)

Telle que mise en ligne sur le [portail des élus](#)

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe 4 : Formation professionnelle, apprentissage et emploi

Région Île de France
PROJET DE BUDGET 2020

**FORMATION PROFESSIONNELLE,
APPRENTISSAGE ET EMPLOI**

INVESTISSEMENT

**Chapitre 901 - Formation professionnelle et
apprentissage**
12 - Apprentissage

FONCTIONNEMENT

**Chapitre 931 - Formation professionnelle et
apprentissage**
10 - Services Communs
11 - Formation professionnelle
12 - Apprentissage
Chapitre 939 - Action économique
91 - Interventions économiques transversales

ANNEXE 4

SOMMAIRE

LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET 2020	5
1^{ère} PARTIE : LES PROPOSITIONS POUR 2020	7
INVESTISSEMENT.....	8
FONCTIONNEMENT.....	12
ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES CRÉDITS DE PAIEMENT	31
2^{ème} PARTIE : BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2019	35
INVESTISSEMENT.....	36
FONCTIONNEMENT.....	40

LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET 2020

La mise en œuvre de la loi n°2018-771 du 05 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, conjuguée à un chômage toujours élevé malgré le dynamisme économique francilien, des besoins de main d'œuvre persistants notamment sur les chantiers structurants commandent que la Région maintienne son effort de formation pour l'emploi des franciliens en étant le plus éloignés.

Cette priorité politique s'est concrétisée en 2019, par l'adaptation et la mise en œuvre de nombreuses actions nouvelles, cherchant à inscrire les bénéficiaires dans des logiques de parcours et les acteurs dans une logique de performances.

Le nouveau Parcours d'Entrée en Emploi (PEE) à destination des jeunes, le nouveau Programme Régional de Formation vers l'Emploi (PRFE), l'instauration d'un système de bonus-malus, aux missions locales témoignent de cette volonté ainsi que la création de la plateforme-multilingue QIOZ.

De même, l'analyse territorialisée et sectorielle des besoins en formation exprimés par les employeurs, sur les bassins d'emploi, et les demandeurs d'emploi Franciliens, par l'exploitation des données de l'outil « Big Data - Adecco Analytics » participe de l'objectif de proposer une offre de formation garantissant un retour à l'emploi dans des métiers d'avenir ou des secteurs en tension.

Par ailleurs, avec l'aide de l'Etat dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), la Région a encore augmenté sa capacité d'accueil en formation, au travers de ses différents dispositifs, qu'il s'agisse de ceux participant à l'insertion, à l'acquisition des savoirs de base ou de qualifications.

Elle participe directement à la transformation du marché de la formation par le lancement d'un appel à projets innovants qu'il s'agisse de répondre aux besoins de compétences insatisfaits ou de créer des modalités pédagogiques nouvelles.

Le dispositif régional d'aide individuelle, pour sa 1^{ère} année de mise en œuvre, permet de solutionner des situations qui ne trouveraient pas nécessairement de réponse dans le droit commun.

Enfin, une partie du PIC a été confiée, dans sa mise en œuvre, à Pôle emploi, dans une logique de complémentarité à souligner et ce, afin de mieux répondre aux demandes spécifiques de formation des demandeurs d'emploi.

Dans le secteur de la formation et l'insertion professionnelles, l'exécutif régional souhaite mobiliser en 2020, 445,208 M€ en autorisations d'engagement, pour les sous-fonctions 10 et 11 du chapitre 931 "Formation professionnelle et apprentissage" dont 163 M€ en AE au titre du PIC pour favoriser la rencontre entre les franciliens qui recherchent un emploi, et les employeurs qui recherchent.

La Région ambitionne l'accompagnement de 70 000 personnes parmi les plus fragiles.

Concernant l'apprentissage, l'année 2019 a vu une croissance des effectifs d'apprentis en Ile-de-France toujours dynamique de près 5 %, tous niveaux de formation confondus, consolidant en cela l'année 2018 qui avait vu les effectifs croître de 6% et inverser la tendance à la baisse des premiers niveaux de qualification.

L'année 2018 a vu l'adoption de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui prévoit une refonte en profondeur du système de régulation et de financement de l'apprentissage pour en confier la responsabilité aux branches professionnelles.

Dans ce cadre, la Région Ile-de-France poursuivra la déclinaison de sa politique en faveur de l'apprentissage en soutenant les centres de formation des apprentis (CFA) intervenant sur des

secteurs publics ou des territoires stratégiques avec un budget de **46,500 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Elle interviendra également pour favoriser l'accès à cette filière dont la promotion doit être poursuivie et poursuivre sa politique en faveur des apprentis avec

une nouvelle hausse de 5 % des aides individuelles à la rentrée 2020.

De même l'investissement des CFA fera l'objet d'un soutien régional. L'accent sera mis sur les grands projets déjà engagés ou urgents et les dépenses d'équipements contribuant à l'amélioration des conditions de formation des apprentis et aux besoins des territoires. Une enveloppe de 22 M€ sera consacrée à l'investissement dans les CFA en 2020.

Les dotations financières versées à la Région Ile-de-France et à toutes les autres Régions pour mettre en œuvre ces dispositifs ne sont toujours pas connus au moment de la publication de cette annexe.

Le versement de la prime aux employeurs d'apprentis et des aides aux recrutements par la Région ne concerne plus que les contrats d'apprentissage signés avant le 1^{er} janvier 2019. En effet, depuis cette date, l'Etat a mis en place l'aide unique aux employeurs d'apprentis prévue par la loi du 5 septembre 2018. Le budget 2020 couvrira donc uniquement les besoins générés par les contrats d'apprentissage signés avant le 1^{er} janvier 2019.

Pour 2020, l'Exécutif régional poursuivra son action sur le front du développement des compétences et l'accès à l'emploi. C'est pourquoi, il consacrera **491,708 M€** en autorisations d'engagement sur le fonctionnement et **22,000 M€** en autorisations de programme sur l'investissement pour le secteur de l'apprentissage et de la formation professionnelle.

1ère PARTIE :

LES PROPOSITIONS POUR 2020

INVESTISSEMENT

PROJET DE BUDGET 2020
RÉPARTITION INDICATIVE DES AP ET DES CP POUR 2020

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2019	Proposition BP 2020	BP 2019	Proposition BP 2020
	M €	M €	M €	M €
901 - Formation professionnelle et apprentissage	22,200	22,000	15,000	18,142
12 - Apprentissage	22,200	22,000	15,000	18,142
Construction et travaux dans les CFA	19,800	17,000	12,600	14,000
<i>HP12-001</i>				
Construction et travaux dans les CFA	19,800	17,000	12,600	14,000
Equipement des centres de formation d'apprentis	2,400	5,000	2,400	4,142
<i>HP12-002</i>				
Équipement des centres de formation d'apprentis	2,400	5,000	2,400	4,142
TOTAL	22,200	22,000	15,000	18,142
HP	22,200	22,000	15,000	18,142

RÉPARTITION INDICATIVE DES CRÉDITS DE PAIEMENT PAR NATURE

	Montant en M€
CHAPITRE 901 - Formation professionnelle et apprentissage	18,142
Sous fonction 12 - Apprentissage	18,142
204181 : Org. publics divers - Biens mobiliers, matériel et études	1,555
204182 : Org. publics divers - Bâtiments et installations	4,981
20421 : Pers. de droit privé - Biens mobiliers, matériel et études	4,168
20422 : Pers. de droit privé - Bâtiments et installations	7,161
20431 : Etab. scol. pr dép. d'équip. - Biens mob., mat. et études	0,032
20432 : Etab. scol. pr dép. d'équip. - Bâtiments et installations	0,045
2051 : Concesssions et droits similaires	0,110
2313 : Constructions	0,090
TOTAL	18,142

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

901 - Formation professionnelle et apprentissage

12 - Apprentissage

Programme : Construction et travaux dans les CFA

Le budget prévisionnel 2020 proposé pour les travaux et équipements dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage en Ile-de-France est de **22,000 M€ en autorisations de programme (AP) et de 18,142 M€ en crédits de paiement (CP)**.

En 2020, suite à l'adoption de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, qui modifie, entre autres, les relations entre Régions et organismes de formation, les élus régionaux acteront les nouvelles modalités d'interventions régionales en matière d'apprentissage.

Pour autant, en proposant ce budget, la Région Ile-de-France affirme d'ores et déjà sa volonté de poursuivre son action en faveur de l'apprentissage via des soutiens financiers aux centres de formations en matière de travaux et d'équipement.

Action : Construction et travaux dans les CFA

Pour les travaux, un montant de **17,000 M€ en AP et de 14,000 M€ en CP** sont proposés.

Les principales affectations pouvant être envisagées pour 2020, sous réserve d'être en cohérence avec le nouveau cadre d'intervention, permettraient :

- la poursuite de grosses opérations déjà engagées (honoraires et tranches de travaux strictement séparées financés les années précédentes) ;
- le lancement de nouveaux projets d'envergure (études de programmation et d'avant-projet ainsi que construction, extension et réhabilitation de CFA) ;
- la réalisation de travaux divers d'aménagement, de mises aux normes, de maintenance.

Programme : Equipement des centres de formation d'apprentis

Pour l'équipement, un montant de **5,000 M€ en AP et de 4,142 M€ en CP** est proposé.

Cette enveloppe devrait permettre l'acquisition et le renouvellement de matériels et équipements pédagogiques indispensables aux organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage, en lien ou non avec une opération d'envergure et sous réserve qu'ils soient en cohérence avec le nouveau cadre d'intervention régionale.

FONCTIONNEMENT

PROJET DE BUDGET 2020

RÉPARTITION INDICATIVE DES AE ET DES CP POUR 2020

	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2019	Proposition BP 2020	BP 2019	Proposition BP 2020
	M €	M €	M €	M €
931 - Formation professionnelle et apprentissage	564,550	491,708	564,550	471,954
10 - Services Communs	6,955	7,460	8,310	8,813
Mesures transversales	6,955	7,460	8,310	8,813
<i>HP10-002</i>	5,395	6,200	6,750	7,300
<i>PR10-002</i>	1,560	1,260	1,560	1,513
Frais de gestion et publicité des marchés	4,495	4,500	3,900	4,600
Evaluation, études et promotion	0,900	1,200	0,850	1,700
Défi métiers	1,560	1,260	1,560	1,513
Plateforme multilingue		0,500	2,000	1,000
11 - Formation professionnelle	387,225	437,748	385,870	416,641
Accès à l'information et à l'orientation	28,200		28,200	
<i>HP11-004</i>				
Soutien aux missions locales	18,900		18,900	
Pôle régional d'information/conseil en validation des acquis de l'expérience	2,100		2,100	
Actions VAE	2,000		2,000	
Gratuité des transports pour les jeunes en insertion	5,200		5,200	
Mesures d'insertion professionnelle	94,270		94,270	
<i>HP11-005</i>				
Accès aux savoirs de base	86,180		86,180	
Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées	8,090		8,090	
Formations qualifiantes et métiers	145,059		143,704	
<i>HP11-006</i>				
Formations qualifiantes et métiers	124,059		122,704	
Formations complémentaires	3,000		3,000	
Aides individuelles régionales (AIR)	18,000		18,000	
Formation des salariés	2,000		2,000	
<i>HP11-007</i>				
Formation des salariés	2,000		2,000	
Rémunération des stagiaires et frais annexes	117,696		117,696	
<i>HP11-008</i>				
Rémunération des stagiaires et frais annexes	117,696		117,696	

PROJET DE BUDGET 2020
RÉPARTITION INDICATIVE DES AE ET DES CP POUR 2020

	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2019	Proposition BP 2020	BP 2019	Proposition BP 2020
	M €	M €	M €	M €
111 - Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi		114,730		111,873
Mesures d'insertion professionnelle		114,730		111,873
<i>HP111-005</i>				
Accès aux savoirs de base		90,260		92,320
Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées		12,470		11,275
Valorisation et optimisation de l'alternance		12,000		8,278
112 - Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi		12,700		16,025
Formations qualifiantes et métiers		12,700		16,025
<i>HP112-006</i>				
Formations complémentaires		12,700		16,025
113 - Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi		155,682		144,161
Accès à l'information et à l'orientation		5,320		2,556
<i>HP113-004</i>				
Pôle régional d'information /conseil en validation des acquis de l'expérience		2,120		1,654
Actions VAE		3,200		0,902
Formations qualifiantes et métiers		150,362		141,605
<i>HP113-006</i>				
Formations qualifiantes et métiers		124,362		110,444
Aides individuelles régionales (AIR)		6,000		3,161
Pacte - Pôle emploi		20,000		28,000
114 - Formation des actifs occupés		1,940		2,000
Formation des salariés		1,940		2,000
<i>HP114-007</i>				
Formation des salariés		1,940		2,000
115 - Rémunération des stagiaires		128,196		118,443
Rémunération des stagiaires et frais annexes		128,196		118,443
<i>HP115-008</i>				
Rémunération des stagiaires et frais annexes		128,196		118,443

PROJET DE BUDGET 2020

RÉPARTITION INDICATIVE DES AE ET DES CP POUR 2020

	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2019	Proposition BP 2020	BP 2019	Proposition BP 2020
	M €	M €	M €	M €
116 - Autres		24,500		24,139
Accès à l'information et à l'orientation		24,500		24,139
<i>HP116-004</i>				
Soutien aux missions locales		17,400		17,432
Gratuité des transports pour les jeunes en insertion		7,100		6,707
12 - Apprentissage	170,370	46,500	170,370	46,500
Qualification par l'apprentissage	149,795	28,000	149,795	28,000
<i>HP12-003</i>				
Financement des CFA	134,900	28,000	134,900	28,000
Accompagnement de la politique d'apprentissage	14,895		14,895	
Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis	20,575	18,500	20,575	18,500
<i>HP12-004</i>				
Indemnité Compensatrice Forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis	20,575	18,500	20,575	18,500
939 - Action économique	2,050		2,050	0,500
91 - Interventions économiques transversales	2,050		2,050	0,500
Soutien à l'emploi	2,050		2,050	0,500
<i>HP91-012</i>				
Emplois tremplin	2,050		2,050	0,500
TOTAL	566,600	491,708	566,600	472,454
HP	565,040	490,448	565,040	470,941
PR	1,560	1,260	1,560	1,513

RÉPARTITION INDICATIVE DES CRÉDITS DE PAIEMENT PAR NATURE

	Montant en M€
CHAPITRE 931 - Formation professionnelle et apprentissage	471,954
Sous fonction 10 - Services Communs	8,813
611 : Contrats de prestations de services	1,300
617 : Études et recherches	0,080
6226 : Honoraires	0,045
6228 : Divers	5,170
6231 : Annonces et insertions	0,040
6233 : Foires et expositions	0,185
6234 : Réceptions	0,003
6238 : Divers	0,005
6261 : Frais d'affranchissement	0,002
65734 : Communes et structures intercommunales	0,080
65738 : Organismes publics divers	1,513
6574 : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	0,390
Sous fonction 11 - Formation professionnelle	416,641
Code fonctionnel 111 - Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche	111,873
611 : Contrats de prestations de services	102,000
65738 : Organismes publics divers	9,873
Code fonctionnel 112 - Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi	16,025
65738 : Organismes publics divers	16,025
Code fonctionnel 113 - Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi	144,161
611 : Contrats de prestations de services	105,000
65738 : Organismes publics divers	33,161
6574 : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6,000
Code fonctionnel 114 - Formation des actifs occupés	2,000
65738 : Organismes publics divers	2,000
Code fonctionnel 115 - Rémunération des stagiaires	118,443
65113 : Remboursement au CNASEA	118,443
Code fonctionnel 116 - Autres	24,139
65738 : Organismes publics divers	24,139
Sous fonction 12 - Apprentissage	46,500
617 : Études et recherches	0,012
6228 : Divers	0,002
6233 : Foires et expositions	0,025
6236 : Catalogues, imprimés et publications	0,011
6552 : Indemnité compensatrice forfaitaire versée aux entreprises	6,916

RÉPARTITION INDICATIVE DES CRÉDITS DE PAIEMENT PAR NATURE

	Montant en M€
65734 : Communes et structures intercommunales	0,001
65735 : Autres groupements de collectivités et EPL	0,864
65738 : Organismes publics divers	12,477
6574 : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	26,192
CHAPITRE 939 - Action économique	0,500
Sous fonction 91 - Interventions économiques transversales	0,500
65738 : Organismes publics divers	0,450
6574 : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	0,050
TOTAL	472,454

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

931 - Formation professionnelle et apprentissage

10 - Services Communs

Programme : Mesures transversales

Ce programme regroupe les mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Le programme est doté pour 2020 de **7,460 M€** en autorisations d'engagement dont 1,00 M€ PRIC et de **8,813 M€** en crédits de paiement de fonctionnement dont 0,850 M€ PRIC.

Action : Frais de gestion et publicité des marchés

Cette action couvre :

- Les frais de gestion versés à l'Agence de services et de paiement (ASP) pour la gestion et le suivi de plusieurs dispositifs régionaux.

L'ASP assure pour le compte de la Région et dans le cadre d'une convention et d'un accord cadre, le versement des aides régionales au titre de divers dispositifs (dont l'ensemble des dispositifs de la formation professionnelle, les primes aux employeurs d'apprenti-e-s, les aides PM'up, etc.). A noter qu'au cours de l'exercice 2018, le paiement de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle a été ouvert à la concurrence. L'ASP a candidaté et a été retenue.

La dotation pour 2020 s'élève à 4,455 M€ en autorisations d'engagement (AE) dont 0,500 M€ PRIC.

- Les prestations de service et frais de publicité :

0,045 M€ en AE et en CP seront consacrés à diverses prestations de service (opérations de contrôle des modalités de versement des fonds structurels FSE, etc.) et frais de publicité de marchés.

Au total, il est proposé de doter cette action à hauteur de **4,500 M€ en AE dont 0,500 M€ PRIC** et **4,600 M€ en CP dont 0,350 M€ PRIC** pour l'année 2020.

Action : Evaluation, études et promotion

L'enveloppe de **1,200 M€ en AE dont 0,500 M€ PRIC et 1,700 M€ dont 0,500 M€ PRIC en CPF** sera mobilisée sur cette action pour financer des actions d'évaluation/études et également de promotion, autour de l'emploi, l'apprentissage, et la formation continue.

Cette dotation, consacrée à renforcer la proximité et la lisibilité des politiques publiques régionales, permettra aux Franciliens d'être informés et conseillés sur les mesures mises en œuvre par la Région à leur intention dans les domaines de la formation professionnelle et de l'apprentissage pour un montant de 0,400 M€.

Les initiatives et forums locaux en faveur de l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle seront soutenus au travers du dispositif cadre spécifique et des manifestations (conférences, états généraux, carrefours, colloques, salons...) seront organisées en partenariat avec l'ensemble des acteurs régionaux.

Cette enveloppe permettra également la réalisation d'études et d'évaluations à hauteur de 0,800 M€ dont 0,500 M€ PRIC dans les domaines de la formation professionnelle et de l'apprentissage, et de disposer d'outils permettant de mieux identifier les besoins sur les bassins d'emploi franciliens.

Action : Défi métiers

La subvention versée au GIP Carif-Oref francilien-"Défi Métiers", en tant qu'organisme associé de la Région, s'élèvera pour 2020 à **1,260 M€ en AE et 1,513 M€ en CPF**.

Cette dotation permettra à Défi Métier d'assurer les missions qui lui sont confiées sur la base des

orientations stratégiques suivantes :

- analyse sur la relation emploi-formation en Ile-de-France, dans le cadre des nouveaux bassins économiques emploi-formation et l'observation de l'emploi-formation sur les filières et secteurs économiques ;
- actions d'information et d'orientation notamment à destination des collégiens et lycéens ;
- connaissance et information sur l'offre de formation professionnelle continue régionale.

Action : Plateforme multilingue

La Région s'est engagée à mettre à disposition des Franciliens une plateforme en ligne gratuite d'apprentissage des langues étrangères, appelée QIOZ. Ce dispositif innovant s'adressera aux Franciliens de 18 ans et plus, soit environ 9 millions de personnes concernées.

Le projet lancé en 2018 s'est mis en oeuvre en 2019 avec le lancement du site intégrant des modules d'apprentissage de français langue étrangère, d'allemand, d'anglais et d'espagnol, puis de l'application avec deux nouvelles langues, le chinois et le portugais.

L'enveloppe de **0,500 M€ en AE et de 1,000 M€ en CP** sera mobilisée sur cette action pour financer la plateforme QIOZ.

11 - Formation professionnelle

Programme : Accès à l'information et à l'orientation

Ce programme a basculé en début 2019 sur les codes fonctionnels 113 et 116 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

Programme : Mesures d'insertion professionnelle

Ce programme a basculé en début 2019 sur le code fonctionnel 111 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

Programme : Formations qualifiantes et métiers

Ce programme a basculé en début 2019 sur les codes fonctionnels 112 et 113 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

Programme : Formation des salariés

Ce programme a basculé en début 2019 dans le code fonctionnel 114 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

Programme : Rémunération des stagiaires et frais annexes

Ce programme a basculé en début 2019 dans le code fonctionnel 115 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

111 - Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi

Programme : Mesures d'insertion professionnelle

La Région intervient auprès des jeunes et des publics les plus éloignés de l'emploi du fait d'une absence de qualification. L'objectif consiste à mettre en place des actions de formation adaptées permettant la remobilisation des personnes, l'accès aux compétences clés, la définition d'un projet professionnel ainsi que la maîtrise de l'environnement professionnel.

Le programme « Mesures d'insertion professionnelle » comprend deux actions :

L'accès aux savoirs de base, notamment avec le programme Avenir jeunes, repose sur une offre territorialisée et répondant à plusieurs problématiques des jeunes telles que l'insertion sociale, l'aide au projet professionnel et la mise à niveau des savoirs.

Les mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées, comprenant les écoles de la deuxième chance et les groupements de créateurs et les nouvelles actions dans le cadre Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC).

Action : Accès aux savoirs de base

La Région Ile-de-France souhaite offrir une réponse aux enjeux d'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans ou des adultes les plus éloignés de l'emploi.

A ce titre, l'engagement pris par le Conseil régional d'offrir à ce public les moyens de réussir son insertion sociale et professionnelle s'est traduit par l'évolution du dispositif « Avenir Jeunes », véritable outil régional d'aide à l'insertion par la construction d'un projet professionnel réaliste en vue d'accéder à des formations pré-qualifiantes, qualifiantes, à l'alternance ou à l'emploi.

Ce dispositif s'appuie sur deux modalités d'intervention : les Parcours d'Entrée en Emploi (PEE) pour travailler sur le projet professionnel et les savoirs de base et accéder à des contrats d'apprentissage, et les Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI) pour résoudre les problèmes des jeunes les plus en difficultés.

Par ailleurs, comme suite à la décentralisation des missions dans le cadre de la loi du 5 mars 2014, la Région a réformé la prise en charge des formations liées aux savoirs fondamentaux.

Ces formations sont ouvertes aux adultes en difficultés linguistiques et aux personnes sans qualification reconnue, quel que soit leur âge. L'accès à la maîtrise des compétences clés concerne également les adultes ayant obtenu une certification de premier niveau de qualification, mais nécessitant une actualisation de leurs compétences générales, soit parce que la certification obtenue présente un risque d'obsolescence, soit parce qu'elle ne valide pas des connaissances générales.

Ces formations sont déclinées au travers du Programme régional de Formations Transversales (PRFT) et concernent l'acquisition des savoirs de base, de l'anglais à visée professionnelle ou de la bureautique.

Dans ce même cadre, la Région soutient le centre de ressource illettrisme et maîtrise de la langue d'Ile-de-France porté par le GIP-FICP Versailles. Cette structure apporte un conseil et une expertise aux acteurs de la lutte contre l'illettrisme et aux prescripteurs (Missions Locales, Pôle Emploi, Cap Emploi) du dispositif « Compétences de base », en animant notamment des journées de professionnalisation. Il gère également un centre de ressource documentaire et pédagogique sur l'illettrisme.

Il est proposé de doter les dispositifs comme suit :

- 42,000 M€ en AE (30,000 M€ sur le socle de base et 12,000 M€ PRIC) pour le dispositif Parcours d'Entrée dans l'Emploi ;
- 6,000 M€ en AE (5,500 M€ sur le socle de base et 0,500 M€ PRIC) pour le dispositif Espaces de Dynamique d'Insertion ;
- 0,220 M€ pour le CDRIML ;

- 40,500 M€ en AE (10,500 M€ sur le socle de base et 30,000 M€ PRIC) pour le PRFT ;
- 1,540 M€ en AE PRIC pour la lutte contre l'illectronisme.

Au total, l'action « Accès aux savoirs de base » sera dotée à hauteur de **90,260 M€ en AE** dont 44,040 M€ pour le PRIC et **92,230 M€ en CPF** dont 50,067 M€ pour le PRIC.

Action : Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

Les mesures d'accompagnement et d'insertion dans les territoires regroupent les financements apportés aux Groupements de créateurs et aux E2c.

Les groupements de créateurs

Les sept groupements de créateurs et leur tête de réseau visent à développer l'autonomie et à favoriser l'insertion professionnelle et sociale par la création d'activité au travers de pratiques professionnelles fondées sur l'entrepreneuriat et la pédagogie de projet.

Les Écoles de la deuxième chance (E2c)

Ces huit structures franciliennes (une par département avec au moins deux implantations) dans lesquelles l'alternance école/entreprise tient une place prépondérante, accueillent principalement des jeunes motivés âgés de 16 à 25 ans, sortis depuis deux ans du système scolaire sans diplôme ni qualification. Les E2c donnent accès à un suivi personnalisé, des choix et des méthodes pédagogiques adaptés et enfin à un réseau partenarial avec des opérateurs économiques d'envergure.

Leur objectif est d'inscrire les jeunes dans un parcours de qualification vers un métier et un emploi durable.

Il est proposé de doter cette action à hauteur de **12,470 M€ en AE** dont 1,000 M€ PRIC et de **11,275 M€ en CPF** dont 0,500 M€ pour le PRIC.

Action : Valorisation et optimisation de l'alternance

Ce dispositif a notamment pour objectif de :

- permettre à tous les jeunes, y compris ceux en situation de décrochage, de préparer leur orientation vers la voie professionnelle et l'alternance ;
- contribuer à garantir l'égalité sectorielle d'accès aux formations et la prévention des ruptures, en complémentarité des interventions des Opérateurs de compétences (OPCO) ;
- veiller à l'égal accès aux formations sur les territoires, afin que tous les CFA, même les plus modestes, puissent proposer aux jeunes les plus éloignés de l'emploi et de la formation une offre de type d'accès et découverte de l'apprentissage.

Pour 2020, il est proposé une enveloppe à hauteur de **12,00 M€** financée au titre du PRIC.

112 - Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi

Programme : Formations qualifiantes et métiers

Ce programme constitue le principal levier de la Région en matière de qualification des demandeurs d'emploi en leur garantissant un accès à un premier niveau de diplôme.

Le public visé est principalement constitué de personnes privées d'emploi et aussi de jeunes de moins de 26 ans sans qualification.

Au sein du code fonctionnel 112, ce programme est constitué de l'action formations complémentaires.

Action : Formations complémentaires

L'action « Formations complémentaires » comprend les différentes expérimentations qui permettent de compléter positivement le paysage de l'action régionale finançant des actions nouvelles notamment pour tester des formations avant une généralisation de la mesure dans le droit commun.

Il est proposé de doter les dispositifs suivants à hauteur de :

- 10,850 M€ en AE (0,500 M€ base et 10,350 M€ PRIC) pour les actions expérimentales ;
- 1,850 M€ en AE PRIC pour le dispositif approche compétences des réseaux.

Il est proposé de doter cette action en 2019 de **12,700 M€ en AE dont 12,200 M€ PRIC et 16,025 M€ en CPF dont 15,000 M€ PRIC**.

113 - Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi

Programme : Accès à l'information et à l'orientation

Ce programme est doté à hauteur de **5,320 M€ en autorisations d'engagement dont 1,250 M€ pour le PRIC et de 2,556 M€ en crédits de paiement de fonctionnement dont 0,489 M€ pour le PRIC** pour 2020. Au sein du code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », celui-ci est constitué de deux actions :

- les pôles régionaux d'information conseil en Validation des Acquis de l'Expérience ;
- les actions validation d'acquis d'expérience ;

Action : Pôle régional d'information /conseil en validation des acquis de l'expérience

Les centres de conseil en VAE interviennent en amont de la démarche VAE, elles constituent un enjeu stratégique pour la sécurisation des parcours des candidats à la VAE. En effet, ce premier niveau d'information et de conseil est décisif pour éclairer le candidat potentiel sur son projet de parcours VAE.

Les centres de conseil en VAE, experts en conseil, sont présents dans chaque département et assurent les missions suivantes :

- informer individuellement tout public sur la VAE ;
- conseiller le public, dans le cadre d'entretiens, pour mettre en œuvre son projet de VAE, en repérant la ou les certifications la plus adéquate au regard du projet de la personne ;
- aider tout public à élaborer sa demande de recevabilité auprès du certificateur ;
- répondre aux demandes d'information et de conseil du public tout au long de son parcours de VAE
- mettre en œuvre des prestations territorialisées, qui sensibilisent les professionnels de l'accueil, l'information et l'orientation sur la VAE ou participent à des projets ou événements de territoire portant sur la VAE.

Afin de permettre le maintien du pôle d'information conseil en VAE constitué de huit centres de conseil organisés en 41 implantations, il est proposé de doter cette action à hauteur de **2,120 M€ en AE (soit 1,370 M€ en base et 0,750 M€ pour le PRIC) et 1,654 M€ en CPF dont 0,433 M€ PRIC**.

Action : Actions VAE

Pour compléter sa politique en matière de VAE, la Région a mis en place, en plus des centres de conseils en VAE, un droit individuel à la formation tout au long de la vie sous forme de chéquiers accompagnement à la VAE et de chéquiers complément de formation.

Depuis mars 2014, la Région a élargi ses compétences pour accompagner les publics spécifiques demandeurs d'emploi et pour financer l'accompagnement sur les titres professionnels du Ministère de l'Emploi. La Région a intégré en 2016 cet accompagnement renforcé comme une modalité d'accompagnement proposé par le Chéquier unique VAE. La Région peut également mettre en œuvre des actions collectives de VAE pour les publics demandeurs d'emploi et déployer des actions de promotion de la VAE.

Il est proposé de doter cette action à hauteur de **3,200 M€ en AE** et **0,902 M€ en CPF**.

Programme : Formations qualifiantes et métiers

Ce programme constitue le principal levier d'intervention de la Région en matière de qualification des demandeurs d'emploi en leur garantissant un accès à un premier niveau de diplôme.

Le public visé est principalement constitué de personnes privées d'emploi et aussi de jeunes de moins de 26 ans sans qualification.

Au sein du code fonctionnel 113, ce programme est constitué des actions suivantes :

- formations qualifiantes et métiers ;
- aides individuelles régionales ;
- PACTE Pôle Emploi.

Action : Formations qualifiantes et métiers

Le « Programme Régional de Formation pour l'Emploi » a pour objectif la formation d'au moins 20 000 personnes privées d'emploi par an sur les 18 principaux domaines franciliens d'activité économique. Ce programme, lancé en septembre 2018, propose des formations permettant un accès direct à l'emploi, formations territorialisées au niveau des bassins d'emploi.

Il se compose d'actions de formation d'accès à la qualification, certifiantes et professionnalisantes. Chacune est adaptée aux besoins de reconversion et/ou de qualification des demandeurs d'emploi en lien avec les besoins des entreprises, rapportés notamment par leurs branches professionnelles respectives, et les données territorialisées du besoin en emploi des outils Big Data.

Afin de soutenir les innovations pédagogiques, favoriser la qualité des formations et faciliter l'accès à l'offre de formation, la Région lancera en 2020 un programme de formations à distance (elearning) et/ou en multimodal (appelé également blended learning).

Il est proposé en 2020, **117,602 M€ dont 33,000 M€ PRIC** pour ces programmes.

Depuis la loi du 5 mars 2014, la Région est également en charge de l'organisation et le financement des formations professionnelles, pré-qualifiantes et qualifiantes, des établissements pénitentiaires en gestion publique situés sur leur territoire.

La décentralisation a permis de proposer une offre de formation davantage orientée vers l'emploi, en lien avec les caractéristiques de l'économie régionale, et de faciliter la transition entre les formations dispensées en détention et l'offre de formation de droit commun, afin qu'une formation commencée en établissement puisse se poursuivre plus facilement après la libération.

Il est proposé **3,410 M€ pour le dispositif de formation des personnes placées sous-main de justice** pour 2020.

Le dispositif « Actions territorialisées »

Créée en 2018, cette nouvelle mesure a pour ambition de construire une proposition de formation spécifique, en complémentarité de l'offre régionale collective existante, pour répondre au mieux aux besoins territoriaux, que ce soit à l'initiative d'entreprises locales, ou bien des acteurs du Service public de l'emploi et des collectivités territoriales.

Ce dispositif comporte plusieurs modalités de gestion distinctes pour s'adapter au mieux aux projets des territoires et des entreprises ou acteurs locaux.

Il est proposé 1,500 M€ pour ce dispositif.

Les actions PRIC « initiatives pour l'emploi » sont dotées de 1,850 M€ PACTE.

Il est donc demandé de doter en 2020 cette action à hauteur de **124,362 M€ en AE dont 34,850 M€ PRIC et 110,440 M€ en CPF dont 31,570 M€ PRIC.**

Action : Aides individuelles régionales (AIR)

Ce dispositif d'aides individuelles, également complémentaire à l'offre collective régionale, a pour objectifs le retour, l'accès, le maintien dans l'emploi ou la hausse du niveau de qualification et répond à plusieurs exigences :

- répondre rapidement et de manière souple à des demandes de formation professionnelle qui ne trouvent pas de réponse actuellement ;
- financer des formations qui relèvent de secteurs en forte tension de recrutement ou de besoins identifiés sur un bassin d'emploi ou de métiers émergents ou rares ;
- intervenir lorsque la demande de formation est cohérente et vise un retour ou accès rapide à l'emploi ;
- intervenir ponctuellement sur des besoins de formation des salariés d'entreprises en difficulté, en complément des dispositifs de droit commun ;
- répondre aux besoins spécifiques de formation de publics prioritaires au titre de la politique régionale ;
- prendre en charge les formations nécessaires définies à la suite d'une démarche de validation des acquis de l'expérience.

Il est proposé de doter cette action à hauteur de **6,000 M€ en AE dont 3,000 M€ PRIC et 3,161 M€ en CPF dont 1,011 M€ PRIC.**

Action : Pacte - Pôle emploi

Le partenariat avec Pôle Emploi a permis d'appuyer la Région pour assurer la diffusion de l'information et le recrutement pour les places de formation mises à dispositions notamment par l'abondement du Plan Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC).

Pour 2020, le bilan intermédiaire de l'appui de Pôle Emploi, et les discussions avec le Haut-Commissariat à la transformation des compétences, concernant les priorités à soutenir permettront de circonscrire dans quelle mesure l'opérateur sera à nouveau mobilisé.

A titre conservatoire, il est proposé de doter cette action en 2020 à hauteur de **20,000 M€ en AE PRIC et 28,000 M€ en CPF PRIC.**

114 - Formation des actifs occupés

Programme : Formation des salariés

Le programme d'accompagnement de la formation des actifs, poursuit un objectif de promotion sociale et de lutte contre les inégalités qui vise à faciliter, par la formation, l'évolution professionnelle des actifs qui accèdent le moins à la formation, particulièrement ceux peu qualifiés.

Action : Formation des salariés

Au titre de cette action, la Région soutiendra à hauteur de **1,940 M€ en AE et 2,000 M€ en CPF** les centres franciliens d'enseignement du CNAM qui dispensent aux salariés des formations conduisant à la délivrance de diplômes reconnus et transférables au niveau européen, notamment sur de nouvelles implantations situées en grande couronne.

115 - Rémunération des stagiaires

Programme : Rémunération des stagiaires et frais annexes

Par ce programme, la Région Ile de France apporte un soutien à la rémunération et à la protection sociale des demandeurs d'emploi non indemnisés inscrits dans les formations professionnelles agréées par la Présidente de Région, après avis du Comité Consultatif Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

L'intervention des Régions dans ce cadre est prévue principalement aux articles L. 6341-1, L. 6341-4, L.6341-5 et L. 6341-6 de la sixième partie, livre III, titre IV du Code du travail.

Action : Rémunération des stagiaires et frais annexes

Cette action permet de financer la rémunération au titre de la formation professionnelle de stagiaires ne bénéficiant pas ou plus d'une indemnisation au titre de l'assurance chômage.

Ainsi, au titre de sa compétence exclusive en matière de formation professionnelle des jeunes de 16-25 ans sans qualification, la Région prend en charge la rémunération pour l'ensemble des stagiaires inscrits dans ses mesures d'insertion professionnelle. La rémunération est également ouverte sur les dispositifs qualifiants selon les modalités votées en Conseil régional en juillet 2016.

Dans le cadre de la décentralisation des missions prévues par la loi du 5 mars 2014, l'État a transféré à la Région, dans le cadre du service public régional de la formation professionnelle, de l'accès à la formation et à la qualification professionnelle des personnes en situation de handicap.

Ainsi, elle doit participer à la définition du programme de formation des personnes en situation de handicap mais aussi assurer la rémunération des publics dans l'ensemble des centres de rééducation professionnelle (CRP) présents sur le territoire régional. De ce fait, la Région Ile-de-France agréée la rémunération des formations dispensées dans les CRP, et assure désormais la rémunération des stagiaires des 23 centres franciliens, pour environ 5 000 stagiaires par an.

Cette action est dotée à hauteur de **128,196 M€ en AE dont 28,500 M€ PRIC et 118,443 M€ dont 23,236 M€ PRIC en CPF**.

116 - Autres

Programme : Accès à l'information et à l'orientation

Ce programme est doté à hauteur de **24,500 M€ en autorisations d'engagement dont 0,500 M€ pour le PRIC et de 24,139 M€ dont 0,360 M€ PRIC en crédits de paiement de fonctionnement** pour 2020. Au sein du code fonctionnel 116 « Autres », celui-ci est constitué de deux actions :

- le soutien aux missions locales ;
- la gratuité des transports pour les jeunes en insertion.

Action : Soutien aux missions locales

La loi quinquennale pour l'emploi du 20 décembre 1993 a introduit les Régions comme financeurs des missions locales, aux côtés de l'État, des communes, des intercommunalités et, parfois, des Conseils départementaux. Le réseau francilien est composé de 75 missions locales couvrant la totalité du territoire.

Le rapport-cadre « Évolution du conventionnement des Missions locales », voté par le Conseil Régional, CR 185-16 en novembre 2016, présente une évolution importante du cadre de conventionnement et de financement des missions locales, en valorisant les éléments d'activité et de résultats. Cette volonté de financement aux résultats est confirmée par la présentation d'un rapport à la CP du 21 novembre 2019 dans le cadre du renouvellement de la convention triennale pour la période 2019-2021, avec la mise en place d'une prime à la performance, appréciée en fonction du contexte socio-économique des structures.

Dans la continuité du soutien de l'action des missions locales en matière d'accueil et d'accompagnement vers la qualification et l'emploi de ces jeunes, il est proposé d'inscrire **17,400 M€ en AE et 17,432 M€ en CPF** déployés de la façon suivante :

L'appui au fonctionnement des missions locales

Dans un contexte où le chômage des jeunes avoisine les 25 %, l'accueil et l'orientation des jeunes vers l'emploi et la formation constituent une priorité régionale. En 2018, les missions locales ont accueilli 66 580 nouveaux jeunes et accompagné 167 891 jeunes.

Il est donc proposé de poursuivre le soutien de la Région au fonctionnement de ces structures en affectant **16,250 M€ en AE**.

Les mesures spécifiques

Il s'agit du dispositif « Parrainage » qui permet d'accompagner l'accès à l'emploi et/ou le maintien dans l'emploi des jeunes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle en raison de « freins » occasionnés par manque de qualification ou d'expérience, mais aussi liés à des raisons de discriminations de toute forme.

En 2018, 1 706 jeunes issus de 46 missions locales ont été pris en charge dans le cadre du dispositif parrainage.

Il est proposé de doter ce dispositif à hauteur de **0,550 M€ en AE**.

Action : Gratuité des transports pour les jeunes en insertion

Cette action regroupe deux dispositifs :

- les aides au transport des jeunes (Chèques Mobilité)
- la gratuité des transports pour les jeunes en insertion

Les aides au transport des jeunes (Chèques Mobilité)

Le but est de financer majoritairement l'amorce de l'aide au transport, en amont de la tarification solidarité transport dont les jeunes seront bénéficiaires en entrant dans les formations régionales. En 2018, 27 262 jeunes ont bénéficié de chèques mobilité.

Il est proposé de financer les aides aux transports (chèques mobilité) à hauteur de **2,000 M€ en AE dont 0,500 M€ PRIC**.

La gratuité des transports pour les jeunes en insertion

La gratuité des transports publics franciliens est accordée aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans inclus, résidant en Ile-de-France, sans emploi, sortis du système scolaire, engagés avec le statut de stagiaires de la formation professionnelle dans l'un des dispositifs régionaux qualifiants et d'insertion.

En 2018, 12 844 jeunes franciliens ont bénéficié au moins d'une mensualité de gratuité des transports.

Il est proposé de doter ce dispositif à hauteur de **5,100 M€ en AE**.

Il est proposé de doter cette action à hauteur de **7,100 M€ en AE dont 0,500 M€ PRIC et 6,707 M€ dont 0,360 M€ PRIC en CPF**.

12 - Apprentissage

Programme : Qualification par l'apprentissage

L'année 2018 a vu l'adoption de la loi « *pour la liberté de choisir son avenir professionnel* » qui prévoit une refonte en profondeur du système de régulation et de financement de l'apprentissage. Les partenaires sociaux deviendront les principaux financeurs des CFA.

Les Régions auront la possibilité d'abonder en fonctionnement les financements des contrats d'apprentissage perçus par les CFA sur des secteurs stratégiques publics ou des territoires identifiés comme prioritaires à partir du 1^{er} janvier 2020.

Action : Financement des CFA

Il est prévu un budget de **28 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour l'année 2020.

Ce montant permettra de financer la future politique régionale d'apprentissage dont les objectifs et modalités seront adoptés courant 2020 une fois que le cadre réglementaire relatif à l'accompagnement régional sera entièrement connu.

Une partie de cette enveloppe permettra également de couvrir les dépenses liées au solde du dispositif d'aide à l'entrée en apprentissage 2019-2020 et d'autres dispositifs liés au cadre précédent.

Programme : Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis

La loi « *Choisir son avenir professionnel* » du 5 septembre 2018 a remplacé la prime régionale et l'aide au recrutement versée par la Région par une aide unique versée par l'Etat. Cependant la Région devra encore verser aux employeurs d'apprentis les primes et aides au recrutement pour tous les contrats conclus avant le 1^{er} janvier 2019.

Ainsi, en 2020, il est prévu un montant total en AE et CP de **18,500 M€** se répartissant de la manière suivante :

- 7,8 M€ pour les primes éligibles au titre de l'année de formation 2019/2020 ;
- 6,2 M€ pour le reliquat des primes dues au titre des campagnes précédentes ;
- 4,5 M€ pour le reliquat des aides au recrutement d'un premier apprenti pour les contrats d'apprentissage conclus avant le 1^{er} janvier 2019.

939 - Action économique

91 - Interventions économiques transversales

Programme : Soutien à l'emploi

Action : Emplois tremplin

Cette action n'est plus dotée en AE au budget 2019.

ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES CRÉDITS DE PAIEMENT

INVESTISSEMENT

Libellés	Restes à mandater sur AP antérieures à 2020	Proposition d'AP pour 2020	Echéancier des crédits de paiement			
			2020	2021	2022	Au-delà
901 - Formation professionnelle et apprentissage						
12 - Apprentissage	90,675	22,000	18,142	23,787	30,256	40,492
Construction et travaux dans les CFA	73,000	17,000	14,000	17,518	23,740	34,743
HP12-001						
échéancier des CP sur AP antérieures à 2020	73,000		12,145	15,431	19,289	26,135
échéancier des CP sur AP 2020		17,001	1,855	2,087	4,451	8,608
Equipement des centres de formation d'apprentis	17,675	5,000	4,142	6,269	6,516	5,749
HP12-002						
échéancier des CP sur AP antérieures à 2020	17,675		3,089	4,419	4,419	5,749
échéancier des CP sur AP 2020		5,000	1,053	1,850	2,097	
TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT	90,675	22,000	18,142	23,787	30,256	40,492
Total des CP sur AP antérieures à 2020	90,675		15,234	19,850	23,708	31,884
Total des CP sur AP 2020		22,000	2,908	3,937	6,548	8,608

FONCTIONNEMENT

Libellés	Restes à mandater sur AE antérieures à 2020	Proposition d'AE pour 2020	Echéancier des crédits de paiement			
			2020	2021	2022	Au-delà
931 - Formation professionnelle et apprentissage						
10 - Services Communs	8,874	7,460	8,813	5,058	2,463	
Mesures transversales	8,874	7,460	8,813	5,058	2,463	
HP10-002						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	8,563		4,300	3,000	1,263	
échéancier des CP sur AE 2020		6,200	3,000	2,000	1,200	
PR10-002						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	0,311		0,311			
échéancier des CP sur AE 2020		1,260	1,202	0,058		
11 - Formation professionnelle	576,763	437,748	416,641	373,236	152,335	72,300
111 - Insertion sociale et professionnelle des	186,747	114,730	111,873	116,162	50,000	23,443
Mesures d'insertion professionnelle	186,747	114,730	111,873	116,162	50,000	23,443
HP111-005						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	186,747		71,873	76,162	30,000	8,713
échéancier des CP sur AE 2020		114,730	40,000	40,000	20,000	14,730
112 - Formation professionnalisante des	15,966	12,700	16,025	12,641		
Formations qualifiantes et métiers	15,966	12,700	16,025	12,641		
HP112-006						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	15,966		10,950	5,016		
échéancier des CP sur AE 2020		12,700	5,075	7,625		
113 - Formation certifiante des personnes en	297,115	155,682	144,161	168,080	91,699	48,857
Accès à l'information et à l'orientation	5,935	5,320	2,556	5,000	3,699	
HP113-004						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	5,935		1,556	2,500	1,879	
échéancier des CP sur AE 2020		5,320	1,000	2,500	1,820	
Formations qualifiantes et métiers	291,180	150,362	141,605	163,080	88,000	48,857
HP113-006						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	291,180		111,605	113,080	48,000	18,495
échéancier des CP sur AE 2020		150,362	30,000	50,000	40,000	30,362
114 - Formation des actifs occupés	2,248	1,940	2,000	1,688	0,500	
Formation des salariés	2,248	1,940	2,000	1,688	0,500	
HP114-007						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	2,248		1,560	0,688		
échéancier des CP sur AE 2020		1,940	0,440	1,000	0,500	

FONCTIONNEMENT

Libellés	Restes à mandater sur AE antérieures à 2020	Proposition d'AE pour 2020	Echéancier des crédits de paiement			
			2020	2021	2022	Au-delà
115 - Rémunération des stagiaires	62,169	128,196	118,443	66,286	5,636	
Rémunération des stagiaires et frais annexes	62,169	128,196	118,443	66,286	5,636	
HP115-008						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	62,169		26,533	30,000	5,636	
échéancier des CP sur AE 2020		128,196	91,910	36,286		
116 - Autres	12,518	24,500	24,139	8,379	4,500	
Accès à l'information et à l'orientation	12,518	24,500	24,139	8,379	4,500	
HP116-004						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	12,518		11,139	1,379		
échéancier des CP sur AE 2020		24,500	13,000	7,000	4,500	
12 - Apprentissage	8,070	46,500	46,500	3,249	4,821	
Qualification par l'apprentissage	6,645	28,000	28,000	1,824	4,821	
HP12-003						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	6,645		0,168	1,656	4,821	
échéancier des CP sur AE 2020		28,000	27,832	0,168		
Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis	1,425	18,500	18,500	1,425		
HP12-004						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	1,425		1,425			
échéancier des CP sur AE 2020		18,500	17,075	1,425		
939 - Action économique						
91 - Interventions économiques transversales	11,542		0,500	0,500	0,500	10,042
Soutien à l'emploi	11,542		0,500	0,500	0,500	10,042
HP91-012						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2020	11,542		0,500	0,500	0,500	10,042
échéancier des CP sur AE 2020						
TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT	605,249	491,708	472,454	382,043	160,119	82,342
Total des CP sur AE antérieures à 2020	605,249		241,920	233,981	92,099	37,250
Total des CP sur AE 2020		491,708	230,534	148,062	68,020	45,092

2ème PARTIE :

BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2019

INVESTISSEMENT

TABLEAU DE SYNTHÈSE

BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2019

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2019	Prévision d'affectation au 31/12	BP 2019	Prévision de consommation au 31/12
	M €	M €	M €	M €
901 - Formation professionnelle et apprentissage	22,200	22,200	15,000	22,988
12 - Apprentissage	22,200	22,200	15,000	22,988
Construction et travaux dans les CFA	19,800	15,689	12,600	17,988
<i>HP12-001</i>				
Construction et travaux dans les CFA	19,800	15,689	12,600	17,988
Equipement des centres de formation d'apprentis	2,400	6,511	2,400	5,000
<i>HP12-002</i>				
Équipement des centres de formation d'apprentis	2,400	6,511	2,400	5,000
TOTAL	22,200	22,200	15,000	22,988
HP	22,200	22,200	15,000	22,988

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

901 - Formation professionnelle et apprentissage

12 - Apprentissage

Programme : Construction et travaux dans les CFA

Les affectation s'établissent à **22,200 M€**.

Les prévisions de mandement en crédits de paiement s'élèvent à **22,988 M€**.

Action : Construction et travaux dans les CFA

15,689 M€ ont été affectés sur cette ligne. Les autorisations de programme ont permis :

- La poursuite d'opérations en cours :

- CFA de la CCIR - Site ITESCIA à Pontoise (95)

Construction des nouveaux locaux du CFA - Tranche 2 : 1 866 400 €

- CFA de la CMA 77 - IMA du Pays de Montereau à Saint-Germain-Laval (77)

Travaux relatifs à l'accessibilité, la mise en sécurité et le parcours découverte : 1 274 400 €

- CFA Saint-Jean à Labbeville (95)

- Le lancement de nouveaux projets d'envergure :

- CFA de l'ESSEC à Cergy-Pontoise (95)

Rénovation et agrandissement du campus : honoraires, études et 1ère tranche séparée travaux : 2 632 486 €

- CFA du GARAC à Argenteuil (95)

Densification des locaux du campus du GARAC: Phase 1 : 2 320 000 €

- CFA des Arts du Cirque à La Plaine-Saint-Denis (93)

Réhabilitation et extension : honoraires (1ère tranche séparée) avant travaux : 800 000 €

- La réalisation de travaux divers :

- CFA du spectacle vivant et de l'audiovisuel à Bagnolet (93)

Réhabilitation d'un bâtiment : études et travaux : 814 800,00 €

- CFA des Métiers de la Table à Paris 17ème

Réfection du restaurant d'application et annexes : Honoraires, études et travaux : 592 616,00 €

- CCIR – CFA CFI à Montigny-le-Bretonneux (94) et Orly (78)

Entretien et mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite : 513 728,00 €

Le niveau de mandatement sur cette action s'établit à **17,988 M€**.

Programme : Equipement des centres de formation d'apprentis

6,511 M€ ont été affectés sur cette ligne.

Les principales autorisations de programme ont concerné des acquisitions d'équipements pédagogiques, informatiques, audiovisuels, sportifs, matériels techniques et mobiliers dont :

CFA de la CCI Paris Ile-de-France :

- Site ITESCIA à Pontoise (95) : 907 510 €
- Site ESIEE (Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique à Pontoise (95) : 296 252 €
- Site La Fabrique à Paris 17^{ème} : 72 080 €
- Site Sup de Vente à Saint-Germain-en-Laye (78) : 145 350 €
- Site FERRANDI à Paris 6^{ème} : 146 132 €

Autres CFA :

CFA du Bâtiment et des travaux publics :

- Site Ermont (95) : 510 904 €
- Site Nangis (77) : 204 640 €
- Site Brétigny-sur-Orge (91) : 187 512 €
- Site Rueil-Malmaison (92) : 153 756 €
- CFA de la CMA 78 Versailles (78) : 184 068 €

CFA de la CMA 77

- IMA du Pays de Meaux à Chauconin-Neufmoutiers : 187 356 €
- IMA du Pays de Montereau à Saint-Germain-Laval : 384 492 €
- CFA des Compagnons du Tour de France Ile-de-France à Saint-Thibault-des-Vignes (77) : 521 428 €

Le niveau de mandatement s'établit à **5,000 M€**.

FONCTIONNEMENT

TABLEAU DE SYNTHÈSE

BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2019

	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2019	Prévision d'affectation au 31/12	BP 2019	Prévision de consommation au 31/12
	M €	M €	M €	M €
931 - Formation professionnelle et apprentissage	564,550	611,808	564,550	479,949
10 - Services Communs	6,955	4,456	8,310	6,210
Mesures transversales	6,955	4,456	8,310	6,210
<i>HP10-002</i>	5,395	2,897	6,750	4,650
<i>PR10-002</i>	1,560	1,559	1,560	1,560
Frais de gestion et publicité des marchés	4,495	1,997	3,900	2,000
Evaluation, études et promotion	0,900	0,600	0,850	0,650
Défi métiers	1,560	1,559	1,560	1,560
Plateforme multilingue		0,300	2,000	2,000
11 - Formation professionnelle	387,225	434,205	385,870	294,648
Accès à l'information et à l'orientation	28,200		28,200	
<i>HP11-004</i>				
Soutien aux missions locales	18,900		18,900	
Pôle régional d'information/conseil en validation des acquis de l'expérience	2,100		2,100	
Actions VAE	2,000		2,000	
Gratuité des transports pour les jeunes en insertion	5,200		5,200	
Mesures d'insertion professionnelle	94,270		94,270	
<i>HP11-005</i>				
Accès aux savoirs de base	86,180		86,180	
Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées	8,090		8,090	
Formations qualifiantes et métiers	145,059		143,704	
<i>HP11-006</i>				
Formations qualifiantes et métiers	124,059		122,704	
Formations complémentaires	3,000		3,000	
Aides individuelles régionales (AIR)	18,000		18,000	
Formation des salariés	2,000		2,000	
<i>HP11-007</i>				
Formation des salariés	2,000		2,000	
Rémunération des stagiaires et frais annexes	117,696		117,696	
<i>HP11-008</i>				
Rémunération des stagiaires et frais annexes	117,696		117,696	

TABLEAU DE SYNTHÈSE

BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2019

	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2019	Prévision d'affectation au 31/12	BP 2019	Prévision de consommation au 31/12
	M €	M €	M €	M €
111 - Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi		107,024		70,862
Mesures d'insertion professionnelle		107,024		70,862
<i>HP111-005</i>				
Accès aux savoirs de base		90,180		57,100
Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées		8,324		9,637
Valorisation et optimisation de l'alternance		8,520		4,125
112 - Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi		19,297		8,673
Formations qualifiantes et métiers		19,297		8,673
<i>HP112-006</i>				
Formations complémentaires		19,297		8,673
113 - Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi		168,360		106,730
Accès à l'information et à l'orientation		0,750		0,200
<i>HP113-004</i>				
Pôle régional d'information /conseil en validation des acquis de l'expérience		0,750		0,200
Formations qualifiantes et métiers		167,610		106,530
<i>HP113-006</i>				
Formations qualifiantes et métiers		122,438		85,000
Aides individuelles régionales (AIR)		5,172		1,530
Pacte - Pôle emploi		40,000		20,000
114 - Formation des actifs occupés		2,036		1,760
Formation des salariés		2,036		1,760
<i>HP114-007</i>				
Formation des salariés		2,036		1,760
115 - Rémunération des stagiaires		120,636		85,000
Rémunération des stagiaires et frais annexes		120,636		85,000
<i>HP115-008</i>				
Rémunération des stagiaires et frais annexes		120,636		85,000
116 - Autres		16,852		21,623
Accès à l'information et à l'orientation		16,852		21,623
<i>HP116-004</i>				
Soutien aux missions locales		13,199		14,000
Gratuité des transports pour les jeunes en insertion		3,653		7,623

TABLEAU DE SYNTHÈSE

BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2019

	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2019	Prévision d'affectation au 31/12	BP 2019	Prévision de consommation au 31/12
	M €	M €	M €	M €
12 - Apprentissage	170,370	173,147	170,370	179,091
Qualification par l'apprentissage	149,795	154,147	149,795	153,934
<i>HP12-003</i>				
Financement des CFA	134,900	143,470	134,900	143,470
Accompagnement de la politique d'apprentissage	14,895	10,677	14,895	10,464
Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis	20,575	19,000	20,575	25,157
<i>HP12-004</i>				
Indemnité Compensatrice Forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis	20,575	19,000	20,575	25,157
939 - Action économique	2,050	1,927	2,050	
91 - Interventions économiques transversales	2,050	1,927	2,050	
Soutien à l'emploi	2,050	1,927	2,050	
<i>HP91-012</i>				
Emplois tremplin	2,050	1,927	2,050	
TOTAL	566,600	613,735	566,600	479,949
HP	565,040	612,176	565,040	478,389
PR	1,560	1,559	1,560	1,560

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

931 - Formation professionnelle et apprentissage

10 - Services Communs

Programme : Mesures transversales

Ce programme porte des mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Le programme a fait l'objet d'affectations à hauteur de **4,456 M€** en 2019. Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **6,210 M€**.

Action : Frais de gestion et publicité des marchés

Cette action regroupe les mesures suivantes :

- Les frais de gestion de l'ASP au titre des missions que la Région lui confie par convention (en particulier le versement des crédits relatifs à la totalité des dispositifs de la formation professionnelle, à la rémunération des stagiaires, mais aussi les primes aux employeurs d'apprentis, les aides PM'up, etc.). Pour les frais de gestion prévisionnels pour l'année 2019, il a été affecté 1,044 M€ en AE.
- Le règlement de divers frais liés aux publications de marchés dans des supports d'annonces légales pour un montant de 0,030 M€ en AE en 2019.
- Le règlement de divers frais liés au marché accord-cadre sur la rémunération pour un montant de 0,947 M€ en AE en 2019.
- Le règlement de divers frais liés à la réalisation de travaux assistance à maîtrise d'ouvrage AMO pour un montant de 0,050 M€ en AE en 2019.

Le niveau des mandatements est de **2,000 M€**.

Action : Evaluation, études et promotion

Cette action permet de couvrir, principalement, les dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements mis en œuvre à son initiative ou en partenariat avec d'autres acteurs économiques et sociaux franciliens. Ces dépenses correspondent également, entre autres, à la réalisation d'outils d'animation et de promotion, à des locations de salles, des dépenses de scénographie, de sonorisation et de réception.

Cette enveloppe permet également la réalisation d'études et d'évaluations dans les domaines de la formation professionnelle et de l'apprentissage, et de disposer d'outils permettant de mieux identifier les besoins sur les bassins d'emploi franciliens.

De façon plus détaillée, le montant affecté en 2019 de 0,600 M€, a permis de couvrir :

- l'achat de prestations d'études et d'évaluation pour 0,300 M€ ;
- la participation à des manifestations dans la formation professionnelle et de l'insertion pour 0,300 M€.

Les mandatements en crédits de paiement sont de **0,650 M€**.

Action : Défi métiers

La subvention au GIP Carif – Oref francilien - Défi Métiers versée en 2019, pour un montant de **1,559 M€ en AE**, a confirmé les missions du GIP CARIF : l'information sur l'offre de formation professionnelle en Ile-de-France, la réalisation d'analyses et la production d'outils sur la relation Emploi-Formation au sein des territoires.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **1,560 M€**.

Action : Plateforme multilingue

La Région s'est engagée à mettre à disposition des Franciliens une plateforme en ligne gratuite d'apprentissage des langues étrangères. Ce dispositif innovant s'adressera aux Franciliens de 18 ans et plus, soit environ 9 millions de personnes concernées.

La livraison d'un site complet avec 4 langues d'apprentissage : anglais, allemand, espagnol, FLE a eu lieu fin 2018.

0,300 M€ ont été affectés en 2019.

Les mandatement sont de **2,000 M€** en crédits de paiement.

11 - Formation professionnelle

Programme : Accès à l'information et à l'orientation

Ce programme a basculé en début 2019 sur les codes fonctionnels 113 et 116 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

Programme : Mesures d'insertion professionnelle

Ce programme a basculé en début 2019 sur le code fonctionnel 111 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

Programme : Formations qualifiantes et métiers

Ce programme a basculé en début 2019 sur les codes fonctionnels 112 et 113 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

Programme : Formation des salariés

Ce programme a basculé en début 2019 sur le code fonctionnel 114 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

Programme : Rémunération des stagiaires et frais annexes

Ce programme a basculé en début 2019 sur le code fonctionnel 115 conformément à la nomenclature applicable aux régions depuis le 1er janvier 2019.

111 - Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi

Programme : Mesures d'insertion professionnelle

Le programme «Mesures d'insertion professionnelle» est constitué de deux actions qui sont principalement orientées vers la formation des publics jeunes :

- l'accès aux savoirs de base ;
- les mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées ;
- la valorisation et optimisation de l'alternance.

Pour 2019, ce programme a fait l'objet d'affectations en autorisations d'engagement à hauteur de **107,024 M€ en AE dont 53,264 M€ PRIC**.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **70,862 M€**.

Action : Accès aux savoirs de base

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire sans qualification, le dispositif "Avenir Jeunes" propose une offre de formation dans le cadre des Parcours d'Entrée en Emploi (PEE) des Espaces Dynamiques d'Insertion (EDI).

Dans le cadre de la décentralisation issue de la loi du 5 mars 2014, l'Etat a transféré à la Région la prise en charge des formations aux compétences fondamentales. Celles-ci sont désormais accessibles au travers du Programme régional de Formations Transversales (PRFT), proposant l'acquisition ou la consolidation des savoirs de base mais aussi de l'anglais à visée professionnelle ou de compétences en bureautique.

Les affectations se sont élevées à **90,180 M€** en 2019, se répartissant de la manière suivante :

- 44,500 M€ en AE dont 14,500 M€ PRIC pour les Parcours d'Entrée dans l'Emploi
- 5,500 M€ en AE pour les espaces dynamiques d'insertion ;
- 40,000 M€ en AE dont 30 M€ PRIC pour le programme régional de formations transversales ;
- 0,180 M€ en AE pour le financement du Centre de Ressources Illettrisme et Maîtrise de la langue.

Au titre du programme 2018 (bilan partiel), ce sont près de 24 000 places qui ont été mobilisées, incluant l'effort lié au Plan d'investissement dans les compétences et se répartissant ainsi :

- 1 960 entrées en EDI,
 - 8 476 jeunes formés dans un pôle de projet professionnel, de janvier 2018 à juin 2019,
 - 13 510 formations dispensées au titre du Programme régional de formations transversales (PRFT) entre octobre 2018 et septembre 2019, correspondant à la période d'exécution des marchés, auxquelles s'ajoutent plus de 122 places au titre du programme Cap Compétences.
- La consommation en CPF devrait s'élever à **57,100 M€**.

Action : Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

Ces dispositifs proposent aux Franciliens jeunes et adultes en difficulté d'insertion professionnelle un accompagnement et une formation devant leur permettre un accès durable à l'emploi.

Les affectations sur ces dispositifs s'élèvent à 8,324 M€ en AE. Ces affectations se répartissent de la manière suivante :

- 7,934 M€ dont 0,364 M€ PRIC pour les Ecoles de la deuxième chance (E2C) qui ont ainsi pu accueillir 3 177 jeunes en 2018;
- 0,240 M€ pour le groupement de créateurs ;
- 0,150 M€ pour le partenariat avec Sport dans la Ville.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **9,637 M€**.

Action : Valorisation et optimisation de l'alternance

L'instruction des candidatures 2019 des 87 organismes gestionnaires volontaires, représentant 233 sites de formation, a d'abord retenu les actions correspondant aux priorités régionales :

- Les actions destinées aux jeunes de premiers niveaux de qualification,
- Celles résultant de véritables collaborations partenariales,
- Celles concernant les personnes en situation de handicap,
- Celles ciblant précisément les décrocheurs.

Ce sont 8 425 « parcours » (67% des 12 550 demandés) pour un montant prévisionnel total de 8,520 M€ (83% des 10,279 M€ demandés) qui ont été arbitrés, répartis comme suit :

- Parcours "Accès renforcé" avec 1 519 bénéficiaires pour 2,392 M€ ;
- Parcours "Sécurisation" avec 6 578 bénéficiaires pour 5,147 M€ ;
- Parcours "Accès spécifique" avec 328 bénéficiaires pour 0,981 M€.

Pour 2019, cette action a fait l'objet d'affectations en autorisations d'engagement à hauteur de **8,520 M€ en AE PRIC**.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **4,125 M€**.

112 - Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi

Programme : Formations qualifiantes et métiers

Ce programme comprend les actions de qualification, des formations vers des métiers à destination des demandeurs d'emploi, pour leur permettre un retour à l'emploi rapide dans des secteurs en tension ou qui recrutent.

L'essentiel de ces actions se retrouve dans le dispositif "Qualifiant" qui est complété par le dispositif de formation des personnes sous-main de justice, et le Programme Qualifiant Territorialisé (PQT), ainsi que des formations complémentaires (actions d'expérimentation).

Au sein du code fonctionnel 112 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », ce programme est constitué de l'action « formations complémentaires ».

Ainsi, en 2019, **19,297 M€ en AE dont 17.823 M€ PRIC** ont été consacrés à la mise en œuvre de ce programme.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **8,673 M€**.

Action : Formations complémentaires

Cette action comprend le soutien à des actions spécifiques.

Les affectations 2019 pour cette action s'élèvent à **19,297 M€** soit :

- 1,473 M€ pour les actions expérimentales de sécurisation des parcours tournés vers l'emploi ;
- 17,823 M€ PRIC pour l'AAP compétences +.

En 2019, 947 places ont été conventionnées.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **8,673 M€**.

113 - Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi

Programme : Accès à l'information et à l'orientation

Ce programme démontre l'effort de la Région en matière d'aide à l'orientation des demandeurs d'emploi. En 2019, ce programme a fait l'objet d'affectations pour un montant total de 0,750 M€ en AE dont au titre du PRIC.

Au sein du code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », celui-ci est constitué de deux actions :

- le soutien des pôles régionaux de Validation des Acquis et de l'Expérience ;
- les actions VAE ;

Action : Pôle régional d'information /conseil en validation des acquis de l'expérience

En 2019, **0,750 M€** en AE ont été affectés aux centres de conseil en VAE.

D'avril 2018 à avril 2019, dernière année d'exécution du programme régional, (le bilan n'est pas consolidé car un centre de conseil VAE n'a pas soldé son action), huit centres de conseil et 41 points d'accueil ont permis d'assurer plus de 25 000 informations sur la VAE et 9 052 entretiens conseil aux Franciliens. La commande régionale d'entretiens conseil en VAE a été réalisée à 99% (bilan non consolidé).

La consommation en CPF devrait s'élever à 0,200 M€.

Action : Actions VAE

Sur cette action, aucune affectation n'a été effectuée en 2019.

Le Chéquier « Validation des Acquis de l'Expérience » (VAE) finance l'accompagnement de demandeurs d'emploi, de salariés en cours de licenciement et de certains publics spécifiques et, si besoin, des modules de formation complémentaires.

En 2018, 1 472 chéquiers VAE ont été accordés pour accompagner le public pour se présenter devant le jury ou pour se former avant ou après le jury. Le nombre de chéquiers accordés est constant par rapport à 2017.

Programme : Formations qualifiantes et métiers

Ce programme constitue le principal levier de la Région en matière de qualification des demandeurs d'emploi en leur garantissant un accès à un premier niveau de diplôme.

Le public visé est principalement constitué de personnes privées d'emploi et aussi de jeunes de moins de 26 ans sans qualification.

Au sein du code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », ce programme est constitué des actions suivantes :

- formations qualifiantes et métiers ;
- aides individuelles régionales.

Ainsi, en 2019, **167,610 M€ en AE dont 74 M€ PRIC** ont été consacrés à la mise en œuvre de ce programme.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **106,530 M€**.

Action : Formations qualifiantes et métiers

Le nouveau « Programme Régional de Formation pour l'Emploi », opérationnel depuis septembre 2018, propose des formations d'accès à la qualification, certifiantes et professionnalisantes sur 18 domaines d'activité permettant un retour rapide à l'emploi. Une partie des actions des programmes qualifiant « Formation Métiers » a été reconduite dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC).

Le programme « Actions territorialisées », créé en 2018, permet d'agir en complémentarité aux dispositifs qualifiant en proposant des formations répondant aux besoins des entreprises sur les bassins d'emploi.

Le Programme de « formation des personnes sous-main de justice » couvre les besoins en formation des détenus de 11 établissements pénitentiaires franciliens.

En 2019, les affectations se sont élevées à 122,438 M€, se répartissant de la manière suivante :

- 113,892 M€ dont 29 M€ PRIC pour le « Programme Régional de Formation pour l'Emploi » et la reconduction partielle du Programme « Formation Métiers ». 18 700 stagiaires étaient entrés en formation dans les programmes qualifiants en 2018 (fin de programmes en cours de réalisation) ;
- 1,377 M€ pour les actions territoriales ;
- 3,167 M€ pour le dispositif « Formation des personnes sous-main de justice », dont une partie des formations a été reconduite cette année, et une autre partie a fait l'objet du lancement d'un nouveau marché, pour couvrir les besoins de la Prison de La Santé dont la réouverture a eu lieu en 2019. Sur la période 2018-2019, 850 stagiaires sont entrés en formation ;
- 4 M€ (au titre du PRIC) pour le dispositif « AMI seconde chance numérique » qui propose des formations multimodales (elearning et formations mixtes).

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **85,000 M€**.

Action : Aides individuelles régionales (AIR)

Ce dispositif a fait l'objet d'une affectation à hauteur de **5,172 M€** dont 1 M€ au titre du PIC.

Pour l'année 2019 :

- du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019, 511 accords AIRE ont été accordées pour un montant de 3,129 M€.
- il est prévu d'octobre au 31 décembre 2019, 200 accords supplémentaires pour un montant 1,300 M€.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **1,530 M€**.

Action : Pacte - Pôle emploi

Le partenariat avec Pôle Emploi a permis d'appuyer la Région pour assurer la diffusion de l'information et le recrutement pour les places de formation mises à dispositions notamment par l'abondement du Plan Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC).

En 2019, Pôle emploi intervient directement dans le cadre du Pacte régional signé avec l'Etat pour mettre en place des actions complémentaires à celles assurées par la Région. Dans un premier temps cette dernière a proposé de mettre 20 M€ à disposition de l'opérateur pour augmenter sa capacité de financement sur les formations concernant prioritairement les secteurs en tension. Ensuite l'Etat a abondé le PRIC de 20 M€ pour favoriser l'intervention de Pôle Emploi notamment pour la prise en charge d'actions concernant les demandeurs d'emploi dépendant des publics sous protection internationale, ainsi que pour favoriser l'incubation d'activité dans les QPV ou la lutte contre l'illectronisme.

Ce nouveau dispositif a fait l'objet d'une affectation totale de Pôle emploi dans le cadre du PRIC à hauteur de **40 M€** PRIC.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **20 M€**.

114 - Formation des actifs occupés

Programme : Formation des salariés

Le programme « Accompagnement de la formation des salariés » illustre la politique régionale en matière de promotion sociale.

Les affectations sur ces dispositifs s'élèvent à **2,036 M€ en AE**.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **1,760 M€**.

Action : Formation des salariés

Cette action a permis le financement des centres du CNAM à hauteur de 2,036 M€ en 2019. Au cours du programme 2018, 5 184 actifs ont bénéficié de cette action.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **1,760 M€**.

115 - Rémunération des stagiaires

Programme : Rémunération des stagiaires et frais annexes

Ce programme permet principalement la rémunération, au titre de la formation professionnelle, des stagiaires ne bénéficiant pas ou plus d'une indemnisation au titre de l'assurance chômage.

La consommation en AE devrait s'élever à **120,636 M€ dont 21,000 M€ PRIC** et à **85 M€ en CPF dont 10,000 M€ PRIC**.

Action : Rémunération des stagiaires et frais annexes

Cette action a permis, en 2017, la prise en charge de 31 738 stagiaires et 16 868 de janvier à septembre 2018 leur garantissant ainsi une indemnisation alors qu'ils ne sont plus, par ailleurs, bénéficiaires de droit de chômage. Cette dépense est de nature réglementaire puisque prévue au titre du Code du Travail.

Cette action a ainsi fait l'objet d'une affectation à hauteur de 120,636 M€ en AE dont 21,000 M€ PRIC.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **85,00 M€**.

116 - Autres

Programme : Accès à l'information et à l'orientation

Ce programme démontre l'effort de la Région en matière d'aide à l'orientation des demandeurs d'emploi. En 2019, ce programme a fait l'objet d'affectations pour un montant total de 16,852 M€ en AE, au profit des actions suivantes :

- la subvention de fonctionnement aux missions locales ;
- la gratuité des transports pour les jeunes en insertion

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **21,623 M€**.

Action : Soutien aux missions locales

En 2019, 13,199 M€ ont été affectés en AE au bénéfice des missions locales à la fois pour le solde des subventions 2019. Ce rythme d'affectation permet de sécuriser budgétairement les missions locales.

Ainsi, 11,456 M€ ont permis de financer l'appui aux missions locales et 0,600 M€ à l'association régionale des missions locales (ARML), au travers de la subvention de fonctionnement et d'un appel à projets relatifs aux actions en faveur de l'apprentissage ou en faveur d'une mutualisation des missions locales, auxquels s'ajoutent 0,350 M€ pour les parrainages et enfin 0,793 M€ pour les chéquiers mobilités.

Les 72 missions locales ont accueilli 167 891 jeunes en 2018, dont 66 580 jeunes en premier accueil.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **14,000 M€**.

Action : Gratuité des transports pour les jeunes en insertion

Cette nouvelle action 2017 reprend les financements initialement gérés par le Pôle logement et transports.

En 2019, **3,653 M€** ont été affectés.

En 2018, 56 315 mensualités ont été distribuées, et une baisse de l'ordre de 13% est constatée sur les 8 premiers mois de l'année 2018, reflétant la baisse de mensualités observée qui reflète la baisse des effectifs de jeunes formés dans sur les différents dispositifs régionaux d'insertion constatée en 2018.

Les mandatements en crédits de paiement s'établissent à **7,623 M€**.

12 - Apprentissage

Programme : Qualification par l'apprentissage

Pour développer l'apprentissage en Ile-de-France, la Région aura consacré en 2019, **173,147 M€** en dépenses de fonctionnement, répartis en trois grands domaines : les subventions de fonctionnement des CFA, l'accompagnement de la politique d'apprentissage et les primes versées aux employeurs d'apprentis.

Action : Financement des CFA

A la rentrée 2018-2019, 89 972 apprentis et pré-apprentis étaient formés dans les CFA franciliens soit une augmentation du nombre d'apprentis de 5 % par rapport à l'année précédente après une hausse de près de 6 % pour la rentrée précédente. Cette augmentation très importante marque la confirmation du cycle de fort développement de l'apprentissage en Ile-de-France débuté en 2016. Cette année confirme également le retour de la croissance des effectifs sur les premiers niveaux de qualification entamée l'année précédente.

Les CFA du supérieur affichent toujours une hausse très dynamique de leurs effectifs.

Le budget 2019 prévoyait un montant de 134,900 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour financer le fonctionnement des CFA dont 12 M€ de fonds d'urgence qui ont été débloqués.

La prévision de consommation s'élève cependant à **143,47 M€** en AE et en CP. Ce niveau de consommation s'explique par le contexte de réforme du financement intervenant au 1^{er} janvier 2020 dont les effets sont très incertains pour tous les acteurs de l'apprentissage a obligé La Région a dû ainsi dégager des moyens supplémentaires par rapport au budget initial qui permettront à tous les CFA de commencer l'année 2020 de réforme sans difficulté.

Action : Accompagnement de la politique d'apprentissage

La ligne accompagnement de la politique d'apprentissage regroupe les dispositifs qualitatifs destinés à favoriser l'accès à un contrat d'apprentissage et à aider l'apprenti tout au long de sa formation.

Ces dispositifs visent également à soutenir les CFA dans leurs actions de renforcement de la qualité de l'alternance en particulier pour limiter les ruptures de contrat d'apprentissage.

Les affectations s'élèvent à **10,677 M€** en autorisations d'engagement et les mandatement en crédits de paiement s'établissent à **10,464 M€**.

Trois dispositifs principaux sont mis en œuvre dans le cadre de l'accompagnement des CFA, il s'agit de :

L'accès à l'apprentissage

3,300 M€ d'AE ont été affectés au titre du Dispositif d'Accès à l'Apprentissage (DAA) en 2019, correspondant aux soldes des subventions de la programmation 2018. Les données de bilan relatives à la programmation 2018 indiquent que 90 organismes gestionnaires (232 sites de formation) se sont mobilisés sur le dispositif, pour la mise en œuvre de 14 205 modules individualisés. Un peu plus de 72 % des bénéficiaires ont connu une sortie positive au terme de leur parcours dans le DAA (accès à un contrat en alternance, à un emploi ou une formation), et, parmi ces derniers, 74,6% ont signé un contrat d'apprentissage. Cette année encore les taux de réussite ont augmenté car les CFA ont poursuivi leur forte mobilisation pour le suivi approfondi des bénéficiaires. Ce suivi est d'autant plus remarquable qu'il a concerné, très majoritairement, l'accompagnement de jeunes éloignés de l'insertion professionnelle : 11 779 (83% des bénéficiaires) sont entrés sur des formations de niveau IV et infra, 4,3% d'entre eux étaient des personnes en situation de handicap et 15% étaient domiciliés en Quartier Politique de la Ville.

Les conditions de vie des apprentis

6,360 M€ ont été engagés pour favoriser les conditions de vie des apprentis. Le dispositif de l'aide à l'entrée en apprentissage, ciblé sur les premiers niveaux de qualification, est réservé aux premières

années de formations (**6,05 M€**).

Cette année la Région a décidé d'augmenter de 5 % ces aides forfaitaires dont le montant est resté stable depuis 2012.

Cette aide forfaitaire annuelle est octroyée aux apprentis en première année de formation du niveau V au niveau III, pour participer au financement de dépenses de transport, l'hébergement ou restauration, à l'achat de livres et de premier équipement professionnel. Leur montant annuel varie en fonction du niveau du diplôme préparé : **340 €** pour les premières années des niveaux V et IV à **105 €** pour les BTS. La Région finance aussi et édite, pour les CFA, la carte d'étudiant des métiers destinée aux apprentis franciliens, carte qui leur donne droit aux mêmes réductions qu'une carte d'étudiant : 80 600€.

Elle finance également, en lien avec les autres pôles, plusieurs actions en faveur des conditions de vie des apprentis : Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes (foyers de jeunes travailleurs) : 58 000 €, Olympiades des métiers : 52 000 €, Mémorial de CAEN (2ème guerre mondiale) : 5 150 €, Musée de MEAUX (1ère guerre mondiale) : 8 000 €, SHOAH : 71 642 €, Lycéens et Apprentis au cinéma : 25 000 €.

Les développeurs de l'apprentissage

0,490 M€ ont été affectés pour aider au financement des 19 postes de développeurs de l'apprentissage territoriaux et sectoriels.

Parce que l'apprentissage suppose qu'un jeune, une entreprise et un CFA partagent le même objectif, la mission des développeurs s'appuie sur trois actions principales : 1- la prospection des entreprises dans le but de constituer un portefeuille réactif et parfaitement adapté à l'offre de formation ; 2- la promotion de l'apprentissage auprès des jeunes afin de créer un vivier de candidats motivés, conscients des enjeux de cette modalité de formation ; 3- l'accompagnement des candidats à la signature du contrat et son suivi pour éviter les ruptures.

Le réseau des développeurs est composé de plusieurs catégories d'acteurs, chargés de mener à bien ces missions : développeurs de CFA, développeurs territoriaux, développeurs médiateurs et développeur sport-animation, soit 200 acteurs environ sur le territoire francilien, chargés de développer l'apprentissage aux côtés de la Région. Tous les développeurs ont été mobilisés à la rentrée pour faire se rencontrer les employeurs et les jeunes lors de nombreux Jobs Dating organisés dans le cadre de la mobilisation nationale pour l'emploi.

Programme : Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis

19,000 M€ ont été affectés en 2019 et versé à l'ASP pour payer les primes aux employeurs d'apprentis et les aides au recrutement. Ces 2 aides financières sont versées par l'ASP pour le compte de la Région.

Pour rappel, pour tous les contrats d'apprentissage conclus jusqu'au 31 décembre 2018, la Région verse 2 aides financières aux employeurs d'apprentis :

- la prime régionale aux employeurs de moins de 11 salariés pour un montant de 1000€ par année de formation sous condition d'assiduité de l'apprenti au CFA ;
- l'aide au recrutement aux employeurs de moins de 250 salariés qui recrutent pour la première fois un apprenti ou un apprenti supplémentaire, son montant est de 1000 € par contrat.

Les mandatement en crédits de paiement s'établissent à **25,157 M€**.

939 - Action économique

91 - Interventions économiques transversales

Programme : Soutien à l'emploi

Action : Emplois tremplin

Le dispositif « Emploi-tremplin projet » n'a pas été reconduit. Toutefois, un montant de **1,927 M€** a été affecté afin de poursuivre les engagements contractuels pris antérieurement. Aucune consommation de crédits de paiement ne sera constatée en 2019 en raison de difficultés de gestion avec l'ASP chargée de verser ces subventions Emplois-tremplin Projet pour le compte de la Région.

